



**Jean-Paul BORÉ**  
Conseiller régional

Délégations :

- Jeunesse
- Personnes Handicapées
- Lutte contre les Discriminations

Nîmes le 3 septembre 2010

**Table ronde Salins du midi**  
**Préfecture du Gard 2 septembre 2010**  
**La direction de l'entreprise ne répond pas aux vraies questions**

Seul l'abandon d'une partie de la production justifie l'entêtement à vendre une partie du patrimoine des Salins du Midi en l'occurrence le terrain dit Le Lairan.

En effet, la stratégie affichée lors de la réunion prouve que les Salins du Midi veulent se recentrer sur le sel alimentaire en abandonnant à court terme le sel de déneigement. La conséquence est de rendre notre région mais aussi le pays dépendants de l'importation en dépit de toutes les recommandations environnementales pour les transports. Le prix ne vient même plus en justification de tels choix puisque la compétitivité de l'entreprise vient de lui permettre de remporter le marché du Conseil général.

En fait, malgré les affirmations répétées, il s'agit de pomper sur l'actif de l'entreprise pour la rémunération des actionnaires de la LBO. La vente d'une partie des Salins de Giraud : 54 millions d'euros (déjà réalisée nous annonce-t-on) 20 millions d'euros pour le Lairan.

Lorsque l'on sait que la convention de la LBO<sup>1</sup> prévoit qu'au-delà de 10 millions d'euros le complément va aux actionnaires des questions légitimes se posent. Il s'agit bien d'une gestion purement financière de l'entreprise.

Des questions posées lors de la rencontre sont restées sans réponse.

- Quel est le montant des rémunérations déjà réalisés par les actionnaires.
- Qu'en est-il du devenir du capital de l'entreprise dont certaines rumeurs annoncent sa réduction comme lors d'une cession à moindre coût?
- Qu'en est-il des acquisitions à l'étranger qui organiseraient la concurrence au sein même du groupe ?
- Pourquoi continuer la vente du patrimoine alors que les ventes déjà réalisées permettent de couvrir les investissements annoncés ?

---

<sup>1</sup>*leveraged buy-out* . Véritable bombe à retardement selon tous les économistes. 500 en France menacent des dizaines de milliers d'emplois. Comment cela fonctionne-t-il ? Les repreneurs des Salins du Midi ont créé une société dite holding (Salins International) dont le siège est à Bruxelles, qui s'est chargé d'acquérir la majorité du capital des Salins. Le système mise sur les nouvelles exigences de rentabilité pour rembourser les charges financières. En clair les actionnaires achètent l'entreprise avec les ressources escomptées de l'entreprise rachetée. Depuis tous les bénéfices servent à rembourser les intérêts de emprunts contractés par les banques. MAIS, **qui est entré au capital de cette nouvelle holding ?** Les banques qui prêtent l'argent pardi : Le Crédit Agricole, Checkers Capital (l'un des principaux acteurs français sur le marché des LBO), ABN-AMRO (Banque de Financement et d'Investissement qui a perdu 886 millions d'euros lors de la crise financière)

Le manque de transparence relevé par l'ensemble des participants à cette rencontre laisse penser à une stratégie inavouée. A preuve la continuité des départs, les conditions de travail qui s'aggravent et l'appel à la sous-traitance, malgré le rejet par le tribunal du plan social.

Nous avons pris acte de l'attention du Préfet à ces questions qui ne peuvent rester sans réponse. Il en est de même concernant les graves risques écologiques que ferait courir la vente du Lairan tant du point de vue économique pour l'entreprise que pour l'équilibre écologique de ce territoire inondable qui s'en trouverait grandement fragilisé.

S'agissant enfin du transport du sel, s'il est acquis qu'une rencontre est prévue avec Voie Navigable de France VNF), il n'en demeure pas moins que les coûts des wagons SNCF qui ont doublé récemment ne peuvent satisfaire. L'abandon des wagons isolés pénalisent les entreprises de ce secteurs et il est urgent que des discussions s'engagent avec les pouvoirs publics.

Depuis plus d'un an les salariés et l'ensemble des élus agissent ensemble pour le maintien et le développement de ce fleuron de l'industrie française. Ensemble nous allons continuer pour que l'emploi, l'économie et l'environnement marchent d'un même pas à Aigues Mortes. C'est ainsi que le soutien sera sans faille aux prochaines actions pour cela.

Jean Paul Boré